



Montreuil, le 22 janvier 2018

M. Gérald DARMANIN
Ministre de l'Action et des Comptes publics
139, rue de Bercy
TELEDOC 146
75012 PARIS

N/Réf : NP/AT
N°26-20180122

Objet : Préavis de grève de 0 h à 24 h le jeudi 8 février 2018

Monsieur le Ministre,

De trop nombreux militants nous font part de difficultés voire d'entrave à leurs activités syndicales (remise en cause des droits syndicaux, envois tardifs de convocations, procédures disciplinaires...). Nous sommes également alertés depuis le début de l'année sur les dispositions prises par les collectivités pour les élections professionnelles (scrutin électronique, par correspondance).

La CGT reste attachée à l'exercice démocratique aussi bien dans la cité qu'à l'intérieur des entreprises ou des administrations.

Or nous constatons depuis quelques mois de nombreux signaux qui nous font craindre une attaque massive contre les libertés syndicales. Ces droits constitutionnels, déjà fortement attaqués par les ordonnances, le sont tout autant dans le projet CAP 2022 que vous portez.

Si la CGT a décliné l'invitation faite de participer à ces réunions, elle compte pour autant ne pas rester silencieuse et absente des débats sur les politiques publiques. Par son absence des groupes de travail, la CGT entend dénoncer l'attaque contre les organisations syndicales dans ce projet.

C'est pourquoi la Fédération CGT des Services publics, avec l'UFSE CGT et la Fédération CGT Santé et Action sociale, organise un rassemblement parisien sur les thèmes précédemment développés sur le même modèle que ce qui s'est passé en province.

Afin de permettre aux personnels de la Fonction publique territoriale de participer à cette initiative de mobilisation, la Fédération CGT des Services publics dépose un préavis de grève de 0 à 24 h pour le 8 février 2018, couvrant l'ensemble des agents de la Fonction publique territoriale des départements 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Nous vous adressons, Monsieur le Ministre, nos sincères salutations.

Pour la Fédération CGT des Services publics,
Baptiste TALBOT,
Secrétaire général